

## 26 juin : une manifestation nationale réussie !

Avec [l'ensemble des syndicats du ministère du travail](#) (« du jamais vu » selon les renseignements généraux...), la CGT-TEFP appelait, ce 26 juin 2019 – jour symbolique de l'ouverture du colloque du centenaire de l'OIT à Paris – à la grève et à une manifestation nationale à Paris, contre le démantèlement du ministère du travail annoncé par la circulaire du premier ministre du 13 juin 2019 et en défense des revendications suivantes :

- maintien des unités départementales, échelon de proximité des services du ministère du travail et de leurs missions
- zéro mobilité forcée, notamment dans les services emploi et support
- arrêt des suppressions d'effectifs
- plan massif de recrutement sans attendre pour pourvoir les centaines de postes vacants dans tous les services.

Il s'agissait aussi de tenter d'interpeller directement Mme Pénicaud, censée ouvrir le colloque à 9h00, qui n'a répondu à aucune des demandes de rencontre formulées par l'intersyndicale depuis la mi-mai, dans le but d'obtenir des réponses aux inquiétudes des collègues sur leur avenir professionnel.

Dès 8h00, des collègues commencent à se rassembler devant le Conseil économique, social et environnemental (CESE) où se tient la première matinée du colloque, place d'Iéna.

La réponse de la police est immédiate : interdiction de se rassembler devant le CESE. Elle nous accorde un terre-plein de l'autre côté de la place, où nous nous déployons, drapeaux, banderoles, tables pour le café et le petit-déjeuner.

Mais les ordres tombent de la préfecture : pas question de rester sur le terre-plein, il faut se mettre en retrait de la place là où le départ de la manifestation est prévu. Nous décidons de rester et c'est sans ménagement que nous sommes encerclés et repoussés par les garde-mobiles !



La police nous apprend alors que Mme Pénicaud ne se déplacera pas au colloque. Elle refuse donc de nous voir et utilise la force pour nous déloger... belle conception du dialogue social ! Dans la journée, nous apprenons qu'elle concède de convoquer un CTM en sa présence le 16 juillet, soit plus de deux mois après nos demandes !

### Pendant ce temps au colloque de l'OIT...

Des représentant-es syndicaux-ales qui avaient pu s'y inscrire réveillent le colloque en déployant des affiches et en parvenant à prendre la parole. Une représentante de la CGT lit une [déclaration au nom de l'intersyndicale](#)... Elle est applaudie par l'assistance sous l'œil goguenard de Laurent Vilboeuf, n°2 de la DGT. *(suite au verso)*



## Le rassemblement se poursuit

Le rassemblement grossit, les collègues continuent à arriver, notamment de province<sup>i</sup>. Les collègues du Centre-Val-de-Loire, où la suppression de 20 sections a été brutalement annoncée, sont très présents. Nous bloquons la circulation à l'entrée de la place d'Iéna et déployons de nouveaux banderoles et drapeaux (voir aussi notre [fil Twitter](#)).

Les journalistes sont là (*Mediapart*; *Libération*, *Le Parisien*, *L'Humanité*) pour assurer la couverture de la mobilisation. *Le Parisien* annonce 200 manifestant·es.

Vers 11h15, avant le départ de la manifestation, nous recevons la visite de Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT pour nous soutenir. Il prend la parole pour nous dire que nous avons raison de lutter et souligner qu'il ne peut y avoir de droit du travail sans fonctionnaire pour le faire appliquer... L'intervention est très appréciée ! Puis le cortège s'élançait.



La canicule ne dissuade pas les collègues et après 1 heure 30 de manifestation dynamique, nous arrivons devant la DRH des ministères sociaux où des sandwiches sont préparés, avant quelques prises de parole pour discuter des suites de notre mobilisation.

Liens presse :

<https://www.mediapart.fr/studio/portfolios/vive-l-organisation-internationale-du-travail-quand-l-inspection-se-meurt>

<http://www.leparisien.fr/economie/les-inspecteurs-du-travail-se-mobilisent-26-06-2019-8103756.php>

## On lâchera rien !

Pour la CGT-TEFP, cette manifestation montre notre détermination à ne pas se laisser faire et à donner les mains libres à Mme Pénicaud pour démanteler nos services et nos missions.

Il faut décréter l'état d'urgence pour nos missions et nos emplois de service public, essentiels à la défense des travailleur·euses, avec ou sans emploi, avec ou sans papier.

Nous appelons à poursuivre la mobilisation partout, comme le 2 juillet dans le Centre (rassemblement régional), dès qu'un·e représentant·e de l'Administration centrale se déplace pour vendre les réformes, comme dernièrement à Toulouse, Bordeaux ou Valence et prochainement à Vannes le 2 juillet.

Le 19 juillet : [rassemblement intersyndical à Paris](#) en soutien à notre collègue convoquée en conseil de discipline, en défense de la liberté d'expression et du droit syndical. Retrait de la procédure disciplinaire ! Retrait de la plainte pénale déposée par le DGT ! Signez [l'appel intersyndical en ligne](#) !

Le 12 septembre : rassemblement à Lyon à l'occasion du second procès en appel de Laura, dans le cadre de l'affaire Tefal.

<sup>i</sup> Brest, Angers, Clermont-Ferrand, Lille, Rouen, Lyon, Reims, Châlons-en-Champagne, Metz, Mâcon, Tours, Blois, Le Mans, Bordeaux, Angoulême, Mont-de-Marsan... Le train des collègues de Caen a été annulé. Des rassemblements ont aussi eu lieu à Vannes, Foix, Toulouse, Strasbourg...